

Le Collectif des Associations de Défense de l'Environnement (CADE) et BIZI ! ont ciblé quelques communes clefs du second tour des municipales et ont interrogé toutes les listes en lice sur le projet de LGV. Les réponses en **VERT** sont des réponses qui partagent avec nous l'option de la modernisation des voies existantes. Les réponses en **VIOLET** sont celles qui « s'interrogent encore » ; en **ROUGE** sont celles qui au contraire choisissent l'option des voies nouvelles que nous jugeons inutiles, destructrices et ruineuses ou qui ne nous ont pas répondu. Nous avons croisé les réponses avec les réponses aux votes en CAPB (Communauté d'agglomération Pays Basque) sur cette question ainsi qu'à « l'appel d'Irun » lancé par les maires d'Irun, Bayonne et Bordeaux en faveur de la modernisation des voies existantes. (Évidemment celles et ceux qui n'étaient pas élus ou qui ne siégeaient pas à la CAPB ne sont pas mentionnés sur ces critères)

Réponses des listes:

Hendaye:

Kotte ECENARRO "Hendaye avec vous/Hendaia Zuekin" :

Favorable à la modernisation des voies existantes. A signé l'appel d'Irun et les deux délibérations de la CAPB contre la ligne nouvelle.

Laeticia NAVARRON « Hendaye biltzen- Unie.e.s pour Hendaye » :

Pour répondre à votre courrier nous ne sommes pas favorables à la création d'une nouvelle voie. Tout d'abord à cause de l'impact néfaste qu'aurait sa réalisation sur l'environnement et le cadre de vie, mais également car cela constituerait une contradiction avec notre volonté de développer des trajets du quotidien qui répondent aux besoins réels des habitant.e.s d'Hendaye et du territoire de manière plus large. A signé l'appel d'Irun.

Tristan PROTEAU « Vivre Hendaye, l'avenir vous appartient » :

Favorable à la modernisation des voies existantes.

Pour notre région, nous privilégions la modernisation des voies existantes. Le réseau actuel est suffisant pour absorber l'ensemble des offres de transport sans dénaturer notre territoire. Il est crucial que les trains continuent de passer par nos voies et nos gares actuelles pour garantir une desserte réelle de nos villes, et surtout toujours assurer un développement économique de notre région.

Biriatou :

Odile SUSPERREGUI CORNU « Biriatun Bizi » :

Favorable à la modernisation des voies existantes.

Michel HIRIART : »Altxa Biriatu » :

N'a pas répondu à notre questionnaire.

Urrugne:

Philippe ARAMENDI "Elgarrekin "

Favorable à la modernisation des voies existantes. A signé l'appel d'Irun et les deux délibérations de la CAPB contre la ligne nouvelle.

- 0€ de la commune et de la CAPB pour une nouvelle Ligne Grande Vitesse (LGV)
- Non à une nouvelle LGV.
- Oui à l'aménagement des voies existantes pour permettre le cadencement toutes les 30 minutes des trains du quotidiens et le développement du Fret ferroviaire.

Les raisons de notre opposition à la nouvelle LGV, un non sens écologique, économique, et social :

- Le coût économique et environnemental d'une LGV est faramineux pour seulement quelques minutes de gagnées dans le contexte actuel du manque de moyens pour les finances publiques, de nombreux secteurs auraient besoin de cet argent (logements, santé, souveraineté alimentaire, transition écologique etc...)

- Alors que l'état de la ligne existante est préoccupant et entraîne de nombreux désagréments pour les usagers et les chargeurs (trains supprimés, retards, sécurité etc.), il faudrait des investissements massifs sur la ligne existante pour la remettre en état.

Une nouvelle LGV signifierait moins de trains sur la ligne actuelle (les TGV ne circuleraient plus sur la ligne existante mais sur la LGV). L'entretien du réseau ferroviaire étant en grande partie financé par les péages des trains le parcourant, les recettes de la ligne actuelle s'en trouveraient diminuées, accélérant inévitablement sa dégradation.

- La rentabilité économique de cette LGV ne sera pas assurée, une fois les travaux payés en partie par la collectivité, son entretien nécessitera encore plus d'argent public créant un gouffre sans fin pour les finances publiques

- La ligne actuelle est loin d'être saturée et moyennant une modernisation des installations et une réflexion sur les « bouchons ferroviaires » notamment le pont au Sud de Bayonne, le développement du Fret ferroviaire et le cadencement des trains du quotidiens sont tout à fait possibles pour un coût bien moindre que la construction d'une nouvelle ligne.

Sébastien ETCHEBARNE "Urrugne autrement – Ongi Bizi Urrunan" :

Nous sommes favorables à la modernisation des voies existantes, ne pouvant être que contre une nouvelle saignée ou cicatrice sur notre commune qui est déjà traversée par un grand nombre de voies impactantes : nationale10, A63, ligne électrique haute tension. **N'a pas signé l'appel d'Irun.**

Martine MIGNOT-CARME « Du cœur et des actes » :

Favorable à la modernisation des voies existantes.

Ciboure :

Eneko Aldana: « Ziburu Bizi »

Favorable à la modernisation des voies existantes.

A signé l'appel d'Irun et les deux délibérations de la CAPB contre la ligne nouvelle.

Jean-Louis POULOU « Ciboure au Cœur » :

N'a pas répondu à notre questionnaire.

St Jean de Luz :

Jean-François IRIGOYEN «Saint-Jean passionné Donibane Bihotzez » :

Favorable à la modernisation des voies existantes.

A signé l'appel d'Irun et les deux délibérations de la CAPB contre la ligne nouvelle.

Pascal LAFITTE « Donibanen bizi - Vivre à Saint-Jean-de-Luz » :

Favorable à la modernisation des voies existantes. A signé l'appel d'Irun.

Manuel DE LARA «Un nouvel élan avec vous »

N'a pas répondu à notre questionnaire.

N'a pas signé l'appel d'Irun et deux fois absent à la CAPB.

Jacqueline UHART « LO-faire entendre le camp des travailleurs » :

Déposé tardivement, nous n'avons pas réussi à obtenir une adresse pour envoyer notre questionnaire

Ascain:

Jean Louis LADUCHE « Nahi Dugun Herria-Le Village » :

Favorable à la modernisation des voies existantes.

Elori MANTEROLA « Azkainebai » :

Favorable à la modernisation des voies existantes.

Bénédicte LUBERRIAGA « Vivre Ascain-Azkaine Bizi » :

N'a pas signé l'appel d'Irun. N'a pas répondu à notre questionnaire.

St Pée sur Nivelle:

Christophe JAUREGUY «Hats Berri-Nouvel élan » :

Favorable à la modernisation des voies existantes. Personnellement opposé depuis le début à cette LGV, notre groupe l'est tout autant.

En espérant que la raison l'emportera. N'a pas signé l'appel d'Irun.

Mariana LAUGIER « Elgarrekin Senperentza/Ensemble pour St Pée » :

Favorable à la modernisation des voies existantes.

Bernard ELHORGA « Agir pour Saint-Pée » :

Favorable à la modernisation des voies existantes. N'a pas signé l'appel d'Irun. N'a pas pris part au vote en CAPB.

Ahetze :

Ramuntxo Labat-Aramendy : « Ahetzen »

A signé l'appel d'Irun. Favorable à la modernisation des voies existantes.

Ramuntxo GOYETCHE « Ahetze Zuekin » :

N'a pas signé l'appel d'Irun. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Arbonne:

Guillaume FOURQUET « Arbonne unie » :

Favorable à la modernisation des voies existantes.

Jacqueline PEIGNEGUY «Arbonne poursuivons l'élan» :

N'a pas signé l'appel d'Irun. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Beñat ARLA «Arbonne demain-Biharko Arbona » :

A signé l'appel d'Irun. Favorable à la modernisation des voies existantes.

Guéthary:

Marie-Pierre BURRE CASSOU « Guéthary au cœur » :

A signé l'appel d'Irun, une délibération à la CAPB et s'est abstenue la deuxième fois. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Benoît LAMERAIN «Un élan commun pour Guéthary » :
N'a pas signé l'appel d'Irun. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Bidart:

Emmanuel ALZURI «Bidart au cœur Bidarte Bihotzetik » :
N'a pas signé l'appel d'Irun et a voté deux fois pour le projet de ligne nouvelle à la CAPB. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Michel LAMARQUE « Bidart par nature » :
Favorable à la modernisation des voies existantes. N'a pas signé l'appel d'Irun.

Biarritz:

Guillaume BARUCQ «Biarritz Nouvelle Vague » :
N'a pas signé l'appel d'Irun, s'est abstenu une fois et a voté pour le projet de ligne nouvelle la deuxième fois à la CAPB. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Maïder AROSTEGUY « Maïder pour Biarritz, pour vous » :
N'a pas signé l'appel d'Irun et a voté deux fois pour le projet de ligne nouvelle à la CAPB. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Jean-Baptiste DUSSAUSSOIS-LARRALDE « Cap Biarritz » :
N'a pas signé l'appel d'Irun. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Serge BLANCO «Mon équipe c'est Biarritz - Biarritz, nere taldea » :
N'a pas répondu à notre questionnaire.

Richard TARDITS «Biarritz d'abord » :
N'a pas signé l'appel d'Irun. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Ana EZCURRA « Biarritz Berri avec et pour les Biarrots » :
Favorable à la modernisation des voies existantes.
- priorité à la restauration des lignes existantes notamment soutien au projet de RER bascolandais Dax-Hendaye avec San Sebastian en ligne de mire à terme. La priorité est de permettre aux habitants de se déplacer mieux au quotidien (courte et moyenne distance) en mobilités douces et à prix réduits.
- Positionnement politique clair sur la LGV : NON (dont le tracé sacrifierait en réalité 6.000 hectares d'espaces naturels, de terres agricoles et de forêts) avec un soit-disant gain de temps qui se ferait au détriment des territoires (pour gagner au Pays basque depuis Dax 5 min avec une perte du nombre de trains et d'arrêts au quotidien.

Arcangues:

Philippe ECHEVERRIA « Arcangues dans le cœur » :
N'a pas signé l'appel d'Irun. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Bassussarry:

Yannick BASSIER « Bassussarry à cœur » :
N'a pas signé l'appel d'Irun. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Sophie ANDRAULT « Bassussarry autrement » :
N'a pas signé l'appel d'Irun. N'a pas répondu à notre questionnaire.

ANGLET:

Claude OLIVE « Naturellement Anglet » :
N'a pas signé l'appel d'Irun, a voté pour le projet LGV la première fois et n'a pas pris part au vote deuxième fois. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Mahaut FANCHINI « Anglet Ensemble » :
Nous vous remercions pour votre sollicitation et pour la démarche d'information que vous engagez auprès de vos adhérent(e)s concernant le projet de LGV Sud-Ouest.

Anglet Ensemble est une liste d'union des gauches qui rassemble différentes sensibilités, et ce sujet fait l'objet d'analyses et d'appréciations nuancées en son sein.

Nous avons pris le temps d'examiner les éléments structurants du projet :

- la création d'une ligne nouvelle Bordeaux–Dax, en partie en tronc commun avec Bordeaux–Toulouse ;
- les gains de temps annoncés et leur réalité au regard des contraintes techniques (arrêts, phases d'accélération et de freinage, dessertes intermédiaires) ;
- les hypothèses de saturation de la ligne existante, notamment pour le fret ;
- les modalités de desserte de Dax, de Bayonne et du littoral basque, avec un passage « au large » et des raccordements par bretelles ;
- les impacts environnementaux et financiers d'une infrastructure nouvelle de cette ampleur ;
- ainsi que les possibilités offertes par une modernisation des voies existantes.

Nous avons également pris en considération les positions exprimées localement, notamment le vote majoritaire intervenu en décembre au sein de la Communauté d'agglomération Pays Basque, ainsi que les engagements que nous avons pris, dont celui porté par Bizi!.

Pour autant, nous considérons que ce débat mérite d'être poursuivi de manière approfondie et collective. La question des mobilités ferroviaires engage des enjeux structurants pour plusieurs décennies : transition écologique, aménagement du territoire, équilibre entre grandes infrastructures et dessertes du quotidien, développement du fret, soutenabilité financière.

La décision relative à une LGV ne relève pas d'une compétence municipale directe, même si ses conséquences concernent pleinement notre territoire.

Dans cet esprit, plutôt qu'une réponse binaire, nous privilégions un cadre d'échange exigeant et transparent. Nous serions tout à fait disposés à organiser, après les élections, un temps de discussion approfondi avec le Collectif des Associations de Défense de l'Environnement afin d'examiner ensemble les différentes hypothèses et leurs implications pour le Pays Basque.

« Anglet se pense ici, Hemen Angelu » :
Favorable à la modernisation des voies existantes.

EUS] juntaturik gure erantzuna aurkituko duzue. AHT aren aurka gira, lehenik eta behin ingurumena zaintzeko gaur egun ditugun lineak hobetzea lehenesten baitugu. Bigarrenik horrelako makro proiektuek ez baitute zuzenki tokiko biztanleen kezkei erantzuten, baizik eta gu baino gorago diren ezkutuzko interes ekonomikoei. Azkenik, demokrazia zuzena aldarrikatuz gizartea entzutea eskatzen dugulako horrelako proiektu suntsitzaileak inposatu baino lehen.

[FR] vous trouverez ci joint notre réponse. Nous sommes contre la nouvelle ligne LGV, nous privilégions d'abord l'amélioration de nos lignes actuelles pour une raison simple, la protection de

l'environnement. Deuxièmement, parce que de tels projets macro ne répondent pas directement aux préoccupations des populations locales, mais aux intérêts économiques cachés qui nous dépassent. Enfin, parce que nous demandons l'écoute de la société en proclamant la démocratie directe avant d'imposer de tels projets destructeurs.

Bayonne:

Jean René ETCHEGARAY « Bayonne l'essentiel c'est vous » :

A signé l'appel d'Irun et les deux délibérations de la CAPB contre la ligne nouvelle. Favorable à la modernisation des voies existantes.

Jean Claude IRIART « Bayonne en mouvement/Baiona Mugimenduan » :

A signé l'appel d'Irun et les deux délibérations de la CAPB contre la ligne nouvelle.

Nous sommes évidemment opposés au projet de LGV et cela pour plusieurs raisons :

- La LGV détruirait près de 4.000 Ha d'espaces naturels et agricoles,
- La voie actuelle est très loin d'être saturée,
- La LGV ne permettrait pas de gain de temps significatif entre Bordeaux et Bayonne par rapport à la ligne existante si cette dernière était modernisée et sa vitesse réhaussée à 230km/h,
- La LGV a un coût exorbitant (réévalué en 2026 à plus de 20 Mds€, voire 27 Mds€ si PPP),
- Le plan de financement voté par les collectivités en 2022 est obsolète (basé sur 14Mds€).

A contrario, nous sommes favorables à une modernisation de la voie actuelle avec un rehaussement de la vitesse maximale à 220-230km/h car :

- La voie modernisée permettrait de sauvegarder 4.000 Ha d'espaces naturels et agricoles,
- La voie modernisée permettrait de faire circuler trois types d'exploitants (grandes lignes, lignes régionales et fret), ce qui favoriserait son amortissement financier,
- La voie modernisée, deux fois moins coûteuse, permettrait de disposer de marges de manœuvre financières pour investir également dans les trains du quotidien (RER métropolitains et lignes de dessertes fines du territoire), notre priorité!
- La voie modernisée permettrait de réduire les temps de trajet entre Bordeaux et Bayonne,
- La voie modernisée permettrait un report modal des voyageurs, de l'avion vers le train, entre Paris et Biarritz.

A noter toutefois que :

- Le gain de temps de trajet pourrait générer une hausse du trafic de voyageurs (à l'instar de la Tours-Bordeaux), et, par répercussion, de la spéculation foncière sur notre territoire. Idéalement, des mesures compensatoires seraient donc à imaginer pour contrer ce phénomène.

Henri ETCHETO « Bayonne tout simplement » :

N'a pas signé l'appel d'Irun. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Pascal LESELLIER « Unis pour Bayonne l'alternative » :

N'a pas répondu à notre questionnaire.

Sandra PEREIRA OUSTANEL « Bayonne insoumise et populaire » :

Favorable à la modernisation des voies existantes. Nous sommes depuis notre création contre la LGV coûteuse financièrement et pour l'environnement, pour un gain de temps limité.

Nous sommes impliqués sur cette question et notre député Loïc Prudhomme est également à la pointe du combat. Nous serons toujours à vos côtés.

St Pierre d'Irube:

Alain IRIART « Aimer Saint-Pierre d'Irube/Hiriburu maita » :

A signé l'appel d'Irun et les deux délibérations de la CAPB contre la ligne nouvelle.

La liste Hiriburu Maita – Aimer Saint-Pierre-d'Irube, conduite par Alain Iriart, réaffirme son opposition résolue au projet de LGV Bordeaux–Hendaye, dans la continuité de la position constante défendue par la commune et son maire depuis de nombreuses années, tant au niveau municipal qu'intercommunal et départemental.

Trois raisons majeures fondent notre opposition à ce projet :

1. Un projet inutile au regard des besoins réels de mobilité

Contrairement à ce qui a longtemps été avancé, la ligne existante n'est pas saturée. Les expertises indépendantes comme les prises de position institutionnelles récentes confirment qu'avec des travaux de modernisation et d'optimisation, la voie actuelle permettrait :

- d'améliorer fortement les performances pour les voyageurs,
- de développer le fret ferroviaire,
- d'obtenir des gains proches de ceux annoncés pour une ligne nouvelle, pour un coût très inférieur.

La priorité doit donc aller à la rénovation du réseau existant, au maillage du territoire et à la desserte efficace des gares actuelles, conditions indispensables à un véritable report modal de la route vers le rail et à une réponse concrète aux besoins de déplacement des habitant·e·s du Pays Basque.

2. Un impact environnemental et territorial inacceptable

La création d'une infrastructure nouvelle est un projet destructeur qui entraînerait :

- une artificialisation massive des terres,
- des atteintes durables aux paysages, aux espaces agricoles et aux écosystèmes,
- de nouvelles fractures territoriales.

En outre, ce projet est en contradiction avec les engagements locaux pris en matière de transition écologique et d'aménagement durable, alors même que notre territoire subit déjà fortement les conséquences des grandes infrastructures de transport.

3. Un projet pharaonique au coût démesuré

Le coût extrêmement élevé de la LGV mobiliserait des financements publics considérables pour un gain de temps limité et des bénéfices incertains pour notre territoire.

Ces moyens doivent être orientés en priorité vers des investissements utiles au quotidien :

- les mobilités du quotidien, et notamment les déplacements domicile-travail
- la modernisation des lignes existantes,
- le développement du fret ferroviaire.

Cette opposition s'inscrit dans la continuité des engagements portés de longue date par la commune de Saint-Pierre-d'Irube et par son maire, Alain Iriart, aux côtés des autres communes du secteur, notamment pour :

- privilégier l'optimisation des infrastructures existantes,
- développer un véritable réseau ferroviaire au service du territoire,
- garantir que les choix en matière de transport répondent aux besoins locaux et aux exigences écologiques.

En résumé, nous sommes favorables à une politique ambitieuse de développement ferroviaire (report modal, amélioration du service, accessibilité pour toutes et tous), utile au quotidien, et respectueux de notre territoire. Cela passe par la modernisation des lignes existantes et non par la construction d'une nouvelle LGV, coûteuse, destructrice et inadaptée aux réalités de notre territoire.

Mouguerre :

Fabiene IRIGOYEN « Ensemble pour l'avenir de Mouguerre - Elgarrekin Mugere Bizirik » :

Favorable à la modernisation des voies existantes. A signé l'appel d'Irun, pas de trace pour le premier vote et non votante la deuxième fois à la CAPB

Lahonce :

Martine PERE « Lahonce bien vivre ensemble » :

Favorable à la modernisation des voies existantes. A signé l'appel d'Irun,

Briscons :

Téo SALAMON «Ensemble – Elgarrekin » :

Favorable à la modernisation des voies existantes

Pascal JOCOU : « Beskoitze zuekin-Briscons avec vous » :

N'a pas signé l'appel d'Irun, absent à la CAPB. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Catherine ERRECART : « Briscons Beskoitze cap sur l'avenir » :

N'a pas répondu à notre questionnaire.

Villefranque :

Marc SAINT ESTEVEN «Villefranque, Ensemble pour l'avenir » :

Favorable à la modernisation des voies existantes. A signé l'appel d'Irun et les deux délibérations de la CAPB contre la ligne nouvelle.

Ustaritz :

Piero ROUGET «Ustaritze Bai » :

A signé l'appel d'Irun : Favorable à la modernisation des voies existantes.

Comme depuis 2014, pour la liste Uztaritze Bai, la modernisation des voies existantes et l'opposition à une nouvelle LGV font parties de notre socle commun (5 principes) lorsque que nous sommes allés rencontrer nos futurs colistiers. Nous serons à vos côtés pour poursuivre la mobilisation.

Bruno CENDRES « Ensemble pour Ustaritz » :

A signé l'appel d'Irun et les deux délibérations de la CAPB contre la ligne nouvelle. Il nous joint son intervention à la CAPB :

Monsieur le Président, Chers collègues,

Je prends la parole car je pense connaître assez bien le sujet puisque je suis cheminot et je conduis les TGV depuis 10 ans.

Les LGV ont été conçues pour réduire le temps de parcours uniquement entre les principales métropoles.

La LGV qui nous concerne BX - DAX présente la singularité d'augmenter la distance de 33 km ce qui a comme conséquence de réduire à néant le bénéfice premier de gain de temps, si on la compare à la ligne historique rénovée.

Pour faire passer leur projet, les partisans du projet LGV annoncent une saturation de la ligne entre Facture et Bordeaux. Ils annoncent aussi que le GPSO permettrait de développer le fret ferroviaire entre l'Espagne et la France, avec une voie mixte TGV FRET entre DAX et l'Espagne.

De plus, ceci est consigné en page 3 dans l'annexe 5, SNCF réseaux affirme que la rénovation de la ligne classique aurait un coût supérieur à la LGV.

Même si nous sommes à Bayonne, j'ai le sentiment et même la certitude qu'on nous prend pour des jambons.

Comment peut-on croire qu'avec 33 km de plus, l'acquisition de centaines d'hectares de foncier, la construction d'ouvrage d'art et des millions de tonnes de remblai le coût peut être inférieur à la rénovation de la ligne existante ?

Comment peut-on croire que la future ligne entre Dax et l'Espagne serait mixte LGV et FRET ? cela serait une première en France. Et comment passerait le fret au nord de Dax entre Facture et Dax puisque selon les partisans de la LGV, la ligne est saturée ?

A contrario, la rénovation de la ligne existante permettrait de sécuriser toutes les circulations (TGV, TER, FRET) en enlevant les passages à niveau restants et en rénovant la caténaire qui passerait de 1500 volts à 25000 volts.

Les automoteurs TER, trains du quotidien, qui circulent sur notre région sont compatibles avec ces transformations qui apporteront une qualité de service bien plus élevée.

Aujourd'hui cette caténaire en 1500 volt est devenue obsolète. Tous les hivers des TER sont bloqués sur les voies à cause du givre déposée sur la caténaire, et l'été nous subissons des abaissements de vitesse du aux fortes chaleurs. Avec une caténaire en 25000 volts, ces incidents n'existeraient plus.

Pour info, cette semaine, les premiers TER du matin ont été supprimés à cause du givre.

Si le projet GPSO était réalisé, les dessertes historiques au sud de Bordeaux seraient tout simplement supprimées. DAX, Bayonne, Biarritz SJL et Hendaye, puisqu'il est prévu une desserte à Mont de Marsan, Saint Geours de Marennnes et Astigarraga. Le Pays Basque serait le grand perdant de ce projet.

De plus, je vous rappelle chers collègues qu'avec la révision des PLU nous jonglons entre le besoin de logements et la nécessité de sauvegarder en pays basque des terres agricoles et espaces naturels. Un tel projet aurait un impact désastreux sur l'environnement.

Le comble, c'est que non seulement d'être les grands perdants, on nous demande en plus de financer un tel projet. Ce qui n'a pas été fait pour les LGV de Lille, Lyon et Marseille. Encore une fois, l'état se désengage de ses prérogatives en reportant ses responsabilités sur les collectivités territoriales. Chers collègues, nous sommes des élus de la république, et nous avons le devoir d'utiliser au mieux l'argent public. Cette contribution aura des conséquences sur les futurs budgets de la CAPB, sur nos communes et sur la vie quotidienne des habitants du pays Basque.

Allons-nous devoir diminuer les budgets consacrés au développement économique, aux aides sociales, à la culture ou autres ou devons nous augmenter les impôts et taxes pour financer ce projet ?

Non, je pense que les concitoyens du pays basque ne nous ont pas élus pour ça.

Vous aurez compris je suis pour la rénovation de la ligne existante afin que l'argent public investi serve à améliorer aussi les trains du quotidien et donc je voterai contre ce projet de LGV et bien sûr contre ce financement.

Merci pour votre écoute.

Cambo :

Argitxu HIRIART-URRUTY: « Nahi dugun Herria/La commune que nous voulons » :

Favorable à la modernisation des voies existantes. A signé l'appel d'Irun.

Notre liste est fermement opposée à la LGV car ce projet écocide va sacrifier des milliers d'hectares de terres agricoles, des zones humides, des forêts, des habitations etc... et va coûter plus de 14 milliards. Pour gagner 10 à 15 mn! Et un train qui ne va pas s'arrêter dans les gares intermédiaires ! Non !

En cette période de contraintes budgétaires, l'argent public doit être mieux utilisé et doit servir les intérêts des habitants de ce territoire en rénovant les lignes existantes , en améliorant l'offre des trains du quotidien d'abord.

La vitesse n'est plus synonyme de modernité. Ce projet appartient au passé. Les voyants de l'urgence climatique sont au rouge et il n'est plus possible aujourd'hui de penser que la destruction de toute cette biodiversité avec des conséquences dramatiques sur la pollution des sols et de l'eau n'aura aucune conséquence sur les habitants de ce territoire.

C'est un projet écocide, insoutenable économiquement et injuste socialement.

Christian DEVEZE « en avant - Jo Aintzina » :

N'a pas signé l'appel d'Irun. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Peio ETXELECU « Kanbo Elkartu Cambo ensemble » :

N'a pas signé l'appel d'Irun et s'est abstenu deux fois à la CAPB. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Boucau :

Francis GONZALEZ « Boucau convivial et développement durable » :

A signé l'appel d'Irun, et a voté deux fois pour le projet LGV en CAPB. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Mathieu HORN « Vivons Boucau- un élan Citoyen » :

Favorable à la modernisation des voies existantes.

Hélène ETCHENIQUE « Boucau au cœur Cœur pour une Ville Plurielle et Solidaire » :

La liste BOUCAU au Cœur pour une Ville Plurielle et Solidaire, liste citoyenne soutenue par le Parti Communiste Français et conduite par Hélène Etchenique s'oppose au projet de voie nouvelle LGV.

En effet ce projet au coût pharaonique et non maîtrisé du fait du désengagement de l'état n'apportera pas d'amélioration pour le déplacement des Boucalaises et Boucalais

Nous privilégions des propositions locales, de mobilité globale, s'appuyant sur l'expertise cheminote, et répondant aux besoins du quotidien du bassin Sud Landes et Pays Basque.

Cela passe entre autres par les solutions suivantes :

➤ la rénovation et améliorations des voies existantes pour permettre la circulation des trains à 200Km/h sur la portion Bordeaux-Dax-Bayonne, avec la suppression des passages à niveaux dangereux.

➤ Un cadencement des trains du quotidien sur l'étoile ferroviaire de Bayonne.

N'a pas signé l'appel d'Irun

Guy BOULANGER : « Agir ensemble pour le Boucau » :

N'a pas répondu à notre questionnaire.

Tarnos :

Marc MABILLET : "Tarnos ensemble" :

Favorable à la modernisation des voies existantes. A signé l'appel d'Irun.

Antoine ROBLES : « Agir pour Tarnos » :

Il est clair que la construction d'une nouvelle ligne entre Bordeaux et la frontière ne permettrait de gagner que peu de temps sur le tracé actuel. Il est néanmoins nécessaire de rénover la ligne existante, d'enlever les passages à niveau comme celui de Tarnos et de moderniser la gare de Bayonne, Le seul arrêt entre Bordeaux et la frontière.

Voilà pour ma position. Travaillons et modernisons l'existant !

N'a pas signé l'appel d'Irun.

Marie Ange DELAVENNE: « Tarnos pour tous. » :

Favorable à la modernisation des voies existantes.

N'a pas signé l'appel d'Irun.

St Martin de Seignanx:

Julien FICHOT « Vivre ensemble St Martin » :

Favorable à la modernisation des voies existantes. A signé l'appel d'Irun.

Isabelle AZPEITIA « St Martin l'ambition continue » :

N'a pas signé l'appel d'Irun. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Olivier BARRIERE: "Nouvel'R St Martin de Seignanx" :

N'a pas répondu à notre questionnaire.

Ondres :

Eva BELIN « Ondres avec vous » :

A signé l'appel d'Irun. N'a pas répondu à notre questionnaire.

DE CAZANOVE « Espoir et sérénité pour les ondrais » :

Favorable à la modernisation des voies existantes.

Muriel O'Byrne CASTRO «Ondres unie » :

Favorable à la modernisation des voies existantes. Nous estimons que la modernisation de la ligne existante et le renforcement du TER (y/c le projet « RER basco-landais ») constituent des réponses plus adaptées aux besoins quotidiens des habitants, notamment pour les trajets domicile-travail. Ces choix s'inscrivent pleinement dans nos engagements en faveur de la préservation du cadre de vie des Ondrais et de la protection de l'environnement (réduction de l'empreinte carbone, protection des milieux naturels).

Dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint, il apparaît peu pertinent d'engager des investissements d'une telle ampleur sans bénéfice tangible pour les habitants et l'attractivité de notre territoire.

Labenne :

Stéphanie CHESSOUX «Pour Labenne Avec Vous » :

N'a pas signé l'appel d'Irun. N'a pas répondu à notre questionnaire.

Bénesse-Marenne :

Jean-François MONET «Bien vivre ensemble » :

A signé l'appel d'Irun, Il nous invite à se référer à sa prise de parole à l'assemblée de MAC : « ... Monsieur Jean-François Monet est préoccupé par l'avenir de Bénesse-Marenne dans le cadre de la ligne qui rejoindra l'Espagne. Il a entendu les arguments et les réponses apportées lors de la commission générale et par le président à l'instant. Il sait que de nombreuses possibilités vont naître (nouveau service de trains TER, nouveaux cadencements et capacités) notamment entre Dax et Bayonne. Cela peut être intéressant pour la commune, avec aussi une desserte pour Mont de Marsan, le développement touristique et économique . Toutefois, il est dubitatif sur le fret, vu le passé du pays (écotaxe, les bonnets rouges). Aujourd'hui un transporteur peut quasiment traverser tout le pays sans payer la moindre taxe. Il sera difficile de lui faire prendre le train et le faire payer. Il faudra être coercitif et persuasif.

Il soulève un point de fragilité du projet. Le développement du tourisme de la région toulousaine et de Midi-Pyrénées va apporter une population massive et plutôt aisée. Il est inquiet au sujet des problèmes actuels en matière de logement, d'habitat pour les jeunes, les personnes âgées, les saisonniers et le prix de l'immobilier. L'arrivée de cette nouvelle population en capacité d'acheter va faire monter les prix. C'est un point de vigilance extrêmement important et il interpelle l'assemblée sur les réponses qu'il faudra apporter à la population dans le futur. Il rappelle que le conseil municipal de Bénesse-Marenne avait déjà été saisi il y a une dizaine d'années sur ce projet, avec peu d'avancées depuis. Pour la commune, cela représente sur 4 km : 14 maisons détruites, 37 hectares de terres forestières et agricoles consommées, un échangeur de plus de 250m de large, des raccordements routiers, 4 ponts de 8m de haut, un pont route de 15m de haut, des remblais de 10m sur des longueurs

très importantes, une jonction ahurissante avec la route de Saubrigues,... Le tracé quant à lui concentrerait les plus fortes nuisances et, pourtant, il était noté dans le rapport remis par RFF, noir sur blanc, que le tracé choisi paraissait plus avantageux au niveau environnemental. Ce qu'il trouve assez cocasse, considérant la destruction annoncée de 40 hectares naturels et agricoles et l'impact pour le milieu humain (covisibilité, nuisances sonores pour les nombreux résidents situés à proximité). En 12 ans beaucoup de choses ont changé pour la commune. Aujourd'hui il est important de prendre en compte les aspects de la biodiversité, les éléments relatifs aux zones humides, d'appliquer la loi climat et résilience aux instruments d'urbanisme (PLUi, SCOT) et notamment le ZAN, la concertation avec la population.

De part cette expérience, il pense aux Bénessoises et Bénessois, élus et habitants, aux communes du Sud Gironde, Bazadais, ou Lot et Garonne, qui vont être impactés par ce projet, par ce tracé déjà défini. Il ne peut se résoudre à se prononcer sur ce projet, à enclencher un processus, un compte à rebours qui condamne certaines communes et notamment celle de Bénesse-Marenne. De plus, il trouve regrettable de ne pas conditionner l'apport de MACS à une révision de la situation de Bénesse-Marenne. »

Mont de Marsan :

Cinq listes en présence briguent la mairie de Mont de Marsan : **les quatre premières n'ont pas répondu à notre questionnaire**

- Geneviève Darrieussecq pour « Rassembler tout le Mont2 »
- Charles Dayot, Maire sortant, pour « La volonté d'avancer »
- Frédéric Dutin pour « Construire mont de Marsan autrement »
- Nicolas Lerègle pour « Se rassembler pour Mont de Marsan »

a répondu, collégialement, la liste : – **Marsan Citoyen** (Diane Legodou, tête de liste par tirage au sort)

« Aux associations opposées à la LGV.

Madame, Monsieur,

Marsan citoyen s'est construit en 2020 sur le principe fondamental que tout.e individu.e est en capacité de se forger une opinion et de l'exprimer si les conditions de son émancipation sont réunies. Et nous sommes convaincu.es que c'est à une échelle très locale, au plus près des habitant.es, que l'on peut le plus facilement créer ces conditions pour vivre véritablement en démocratie. Notre deuxième conviction est qu'une fois les piliers démocratiques posés, les individu.es sont en capacité de trouver des voies solidaires, justes, écologiques pour améliorer le quotidien de tout le monde.

Nous l'avons expérimenté à notre très petite échelle en 2020.

Au cours de la mandature 2020-2026, nous avons eu l'occasion de dire à plusieurs reprises notre opposition au projet de LGV sur la base de différents arguments :

c'est un énorme projet dit « structurant » pour notre territoire qui va avoir des incidences nombreuses sur notre quotidien en termes de qualité de vie, de pseudo développement économique, d'écologie, de transformation sociale, etc. Donc une simple « enquête publique » opaque et accessible uniquement aux plus initié.es est amplement insuffisante. Le projet GPSO nécessite un véritable débat public, le plus transparent et le plus large possible pour que la population de l'Agglomération se positionne sur le dossier.

Marsan citoyen considère que des décisions d'une telle ampleur doivent faire l'objet d'un véritable processus de délibération citoyenne, associant consultation des

habitant.es, débats publics locaux et dispositifs de type convention citoyenne locale. il traduit une vision de la société surannée, dans laquelle il faudrait aller toujours plus vite, toujours plus loin, toujours plus fort, être toujours plus performant.es, peu important les limites humaines, techniques, technologiques, le manque de ressources naturelles et financières. Les besoins les plus urgents concernent aujourd'hui les mobilités du quotidien : trains régionaux, interconnexions locales, transports collectifs accessibles, qui permettent réellement d'améliorer les déplacements de la majorité de la population. Là encore, cela nécessite une véritable consultation de la population sur la façon dont elle se projette sur ce territoire à l'avenir.

la construction d'infrastructures de cette ampleur entraîne également une artificialisation importante des sols et une fragmentation des milieux naturels, ainsi qu'une empreinte carbone très élevée liée aux travaux, ce qui pose question dans un contexte d'urgence écologique et de nécessité de réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre.

le budget n'est absolument pas maîtrisé. Les élu.es des différentes collectivités (Communes, Intercommunalités, Départements et Régions) ont engagé l'ensemble des habitant.es sur des dizaines d'années pour un projet démesuré au détriment des projets du quotidien qui améliorent véritablement la vie de toutes et tous. Les ressources publiques mobilisées pour ce projet sont considérables et pourraient être investies dans des politiques de mobilité plus utiles au quotidien. Par ailleurs les élu.es ont créé une iniquité entre habitant.es touché.es par la LGV et celle.eux qui ne le sont pas en inventant un « impôt LGV » : certaines collectivités ont instauré des contributions fiscales spécifiques pour financer le projet.

Le projet GPSO est symptomatique de la pratique du pouvoir telle que la dénonce Marsan citoyen : des élu.es qui se considèrent tout.es puissant.es décident pour l'ensemble de la population de projets qui vont à l'encontre de l'intérêt général.

S'il nous apparaît évident que les prochaines transitions démocratiques, sociales et écologiques passent par le développement de mobilités alternatives et durables, nous resterons fidèles à notre vision de la démocratie et ne prendrons aucun engagement au nom des Montois.es sans les avoir concerté.es préalablement.

Les seuls engagements que nous pouvons prendre à l'heure actuelle sont :

- 1.de faire des transports et de l'aménagement du territoire des sujets de débat prioritaires avec la population montoise et de mobiliser tous les outils possibles pour que ce débat ait lieu dans les meilleures conditions (assemblées citoyennes, conférences, tables-rondes, convention citoyenne locale, etc.). Cela permettra de décider démocratiquement des projets à enclencher à court, moyen et long termes pour faciliter les déplacements de toutes et tous (y compris à des échelles plus vastes que la commune ou l'agglomération) sans gréver le budget de la collectivité.
- 2.de suspendre tous les financements tant que la population ne s'est pas exprimée sur le projet GPSO.

Pour toutes ces raisons, Marsan citoyen reste opposé au projet GPSO tel qu'il est actuellement conçu.

Nous sommes à votre disposition pour tout complément d'information,

Bien cordialement,

Marsan citoyen. »